

Neuchâtel, le 11 novembre 2016

ASSAINISSEMENT DES FINANCES

L'austérité n'est pas une réponse acceptable

La situation financière à laquelle fait face le canton de Neuchâtel inquiète. Elle inquiète les milieux politiques bien sûr, mais aussi et surtout une part grandissante de la population qui, déjà mise à contribution, désespère de voir une éclaircie poindre à l'horizon. Et pour cause, malgré les appels au dialogue de tout un pan de la société, le message des autorités varie peu alors que les exercices comptables se succèdent. Si l'euphorie ne peut être de mise, l'austérité n'a rien d'une réponse aux yeux du Parti socialiste neuchâtelois.

Concurrence fiscale, conjoncture économique difficile, diminution des revenus liés à la péréquation financière intercantonale, taux élevé de chômage et de personnes émargeant à l'aide sociale, structure démographique particulière, autant de facteurs explicatifs pour une situation, encore une fois, préoccupante. Des facteurs bien réels mais sur lesquels notre canton n'a pas forcément prise, du moins à court terme.

Dès lors, il incombe aux autorités de prendre les décisions nécessaires pour passer ce cap difficile tout en préservant, tant parmi la population que vers l'extérieur, l'idée d'un canton de Neuchâtel qui se projette vers l'avenir et qui n'abandonne personne sur le bord du chemin.

Pour y parvenir, l'Etat dans son ensemble doit travailler dans un esprit de partenariat, que ce soit avec les communes, le personnel et les acteurs sociaux, académiques, culturels ou économiques. Il revient aux autorités cantonales de fédérer et d'encourager la participation la plus large au sein de la collectivité neuchâteloise pour trouver des solutions durables et créer des dynamiques positives. Le canton doit s'inscrire dans une vision de développement à long terme. Dans ce contexte, la formation et la culture doivent absolument être valorisées. Elles constituent des axes essentiels pour l'avenir ainsi que pour la cohésion sociale, point clé de tout développement durable.

Le PSN refusera, par ailleurs, de cautionner tout démantèlement de la politique sociale alors qu'il a fallu des décennies pour la construire.

Il est ainsi impensable pour le PSN que les mesures d'assainissement annoncées par l'Etat soient prises de manière précipitée et dans une vision purement comptable. Cela ne pourrait immanquablement se faire qu'au détriment des plus démunis et d'une classe moyenne déjà fortement mise à contribution, tout en alimentant la vision d'un canton sans perspective. Pour le PSN, l'effort d'assainissement doit être équitablement assumé par l'ensemble des forces contributives.

Les coupes annoncées par le Conseil d'Etat dans son programme d'assainissement portent notamment sur les subventions aux personnes et aux institutions. Dans ces domaines, elles s'élèvent à plus de 30 millions et impacteront directement les populations les plus fragilisées mais diminueront aussi sensiblement, voire signeront la fin pure et simple, de prestations essentielles pour bon nombre de nos concitoyen-ne-s.

Ainsi et en attendant que le Parti socialiste dispose du détail des mesures, il tient d'ores et déjà à affirmer qu'il :

- s'oppose farouchement à la baisse annoncée des subsides liés aux primes de l'assurance maladie. Avec d'autant plus de force que le parti socialiste s'engage depuis de nombreuses années pour adapter ces subventions à l'augmentation scandaleuse et incessante des primes. Il n'est pas justifiable que les revenus les plus précaires soient encore fragilisés par les dérives d'un système dont la seule responsabilité incombe à la majorité bourgeoise des chambres fédérales.
- combattra toutes coupes supplémentaires dans l'aide sociale, particulièrement celle qui viserait l'aide matérielle qui a déjà été réduite.
- ne tolérera pas que les moyens alloués à la réinsertion professionnelle soient attaqués.
- engage le Conseil d'Etat et le parlement à mettre fin à la politique des caisses vides. Il est temps de prendre en considération les propositions du PSN et du groupe socialiste au Grand Conseil et plus largement de la gauche sur l'introduction de nouvelles recettes liées à la parafiscalité. Mais aussi de travailler à déceler et combler les potentielles brèches qui déséquilibrent le système. Enfin, une contribution plus juste des hauts revenus en regard de la charge qui pèse sur la classe moyenne ne doit pas être un tabou.
- propose de supprimer le frein à l'endettement qui limite l'investissement. Cela permettra à notre canton d'investir dans des projets porteurs pour le canton et de redonner du travail à des nombreux résident-e-s.
- demande de lever, de manière temporaire, le frein aux dépenses pour que l'Etat ne faillisse pas dans sa mission de protection des plus faibles. Il ne serait pas acceptable que nos autorités accordent davantage d'importance aux exercices comptables et à la réduction de la dette de l'Etat qu'aux habitant-e-s de notre canton.

Le PSN rappelle encore que le respect du dialogue social est une base non négociable de sa conception des relations entre employeurs et employés. Comme il l'a fait à de réitérées reprises, le PSN appelle le Conseil d'Etat à assumer ses responsabilités d'employeur. Employeur qui dans son cas se doit d'être exemplaire s'il entend que le secteur privé tende au moins à s'aligner sur ses pratiques. Le PSN condamne ainsi par avance toutes formes de coupes linéaires, qui évacuent les choix sur la priorité des prestations à fournir. Si économie il y a, elle se doit d'être argumentée par plus qu'une base arithmétique. Il en va du respect qu'il doit à ses collaborateurs.

Enfin, tirant le bilan de presque quatre années où la majorité parlementaire ne s'est pas privée d'imposer ses vues idéologiques à très court terme – faisant ressembler davantage cette législature à un champ d'affrontements et de débats stériles qu'à un espace d'échanges propice aux compromis constructifs -, le PSN ne peut qu'espérer voir une majorité de gauche sortir des urnes lors du renouvellement du Grand Conseil le 2 avril 2017.

Ainsi, si le Conseil d'Etat a donné des gages quant au sérieux, à la volonté et à l'engagement de ses représentants socialistes, il est temps de lui donner les moyens de mener la politique pour laquelle il a été élu. Pour y parvenir, l'appareil de l'ensemble des forces de gauche pour l'élection des députés au Grand Conseil est indispensable. Toute autre voie priverait le canton de la double majorité progressiste dont il a cruellement besoin. ●